

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIDAM

Avenue Maurice privat
30600 Vauvert

Références : -
Code AIOT : 0006605048

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement SIDAM implanté ZAC « Parc d'activités des costières » - Macro lot n°2 30600 Vauvert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE.
L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIDAM

- ZAC « Parc d'activités des costières » - Macro lot n°2 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006605048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIDAM (Société d'Importation et de Distribution d'Armes et de Munitions), implantée à Vauvert, est spécialisée depuis 1981 dans l'importation et la distribution d'armes, de munitions et d'accessoires destinés aux professionnels, armuriers, chasseurs et tireurs sportifs. Elle dispose de bâtiments dédiés au stockage sécurisé de produits pyrotechniques et de matériels soumis à autorisation depuis 2018 selon la réglementation de la nomenclature des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 4.2	Sans objet
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 5.1.3	Sans objet
3	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.4.5.1	Sans objet
4	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.3.4	Sans objet
5	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.4.5.4	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée le 15 septembre 2025 au sein de la société SIDAM à Vauvert a permis de constater la conformité des installations vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018 contrôlées. L'ensemble des points de contrôle examinés concernant la protection des eaux, la gestion des déchets, l'organisation, les conditions de stockage et la sécurité des bâtiments étaient conformes aux prescriptions.

La visite des locaux a confirmé que les dispositifs de stockage des explosifs, la traçabilité des produits et la mise à jour des inventaires sont assurées via un outil de gestion interne conforme aux prescriptions dudit arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont effectués à la sortie du bassin n°1 après un épisode pluvieux. L'exploitant réalise un prélèvement annuellement dont il transmet le résultat d'analyse à l'inspection de l'environnement (inspection des installations classées).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des eaux en sortie du bassin n°1, daté du 13 mars 2024, réalisé par le laboratoire CARSO.</p> <p>La concentration en hydrocarbures est inférieure à 1 mg/L, non quantifiée. Aucune valeur n'est indiquée pour les autres paramètres analysés.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller, lors des prochaines campagnes d'analyses, à ce que le laboratoire fasse apparaître les concentrations mesurées ou, à défaut, les limites de quantification (LQ) pour l'ensemble des paramètres analysés, afin d'assurer une traçabilité complète des résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets et installations internes de transit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Plus précisément : les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées les déchets doivent être identifiés et stockés dans des emplacements repérés : bennes pour les D.N.D., autres emplacements pour le stockage de déchets en petites quantités (emballages par exemple) la quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser, par nature de déchet, la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite du site n'a pas révélé d'anomalie concernant la gestion et le stockage des déchets. Les déchets sont triés et entreposés à l'intérieur des bâtiments, dans les contenants adaptés (bennes dédiées). Les zones de stockage présentent un revêtement étanche.</p> <p>Les quantités stockées sur le site demeurent compatibles avec les volumes produits et n'appellent pas d'observation particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks/Inventaires
Prescription contrôlée : L'état des stocks est tenu à la disposition permanente des services d'incendie et de secours, de la gendarmerie et de l'inspection des installations classées. Il est disponible rapidement et à tout moment, y compris en cas de sinistre, et fait apparaître a minima la quantité de matière active stockée : pour chaque division de risque pour chaque dépôt de stockage En outre, au travers de cet état des stocks ou de manière indépendante, l'exploitant doit tenir à jour un inventaire des artifices de divertissement présents au sein de ses dépôts. Cet inventaire comporte les informations suivantes : • la désignation du produit (désignation générique, et éventuellement commerciale) • son origine (fabricant) • son n° d'agrément technique délivré par l'administration en charge de la sécurité industrielle des produits pyrotechniques • sa division de risque • son groupe de compatibilité au stockage • sa masse de matière active. Constats : L'exploitant a présenté l'extraction en temps réel de l'état des stocks issue de son logiciel ERP. Les quantités par division de risque et par zone de stockage y sont indiquées. L'inventaire détaillé comprend les informations exigées par l'article ci-dessus : désignation des produits, origine, division de risque, groupe de compatibilité, masse de matière active etc. Conformément à l'observation formulée lors de la précédente inspection, les numéros d'agrément technique ont été ajoutés pour la plupart des références, bien que certains restent encore manquants. L'exploitant veillera à compléter l'inventaire pour chaque produit stocké, de manière à ce que tous les numéros d'agrément technique soient renseignés et tenus à jour. Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – mise à la terre – protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Constats :

<p>L'exploitant a présenté son rapport de vérification périodique de 2024 des systèmes de protection foudre, dont la visite a été effectuée le 29 mars 2024 par le prestataire ALPCEM. La vérification précédente a été réalisée le 7 avril 2022.</p> <p>Cette dernière vérification conclut que le système de protection foudre du bâtiment "pyro" est opérationnel. Le suivi des observations est assuré par le prestataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Organisation des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.4.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage d'explosifs s'effectue uniquement dans les installations de stockage dédiés à cet effet et présentés précédemment. Au sein des installations, l'exploitant recherche, dans la mesure du possible, à regrouper ensemble les produits appartenant à la même division de risque. A défaut, le stockage s'effectue en respectant les groupes de compatibilité des produits. Le stockage des explosifs est réalisé conformément aux fiches de données de sécurité. Le stockage s'effectue : au sec, à l'abri de la chaleur et dans une atmosphère non surchauffée, dans les emballages d'origine, dans un dépôt ne stockant pas d'autres produits, type substances inflammables ou métaux ferreux, en empilement stable de cartons sur palette au sol (non gerbée) avec limitation de hauteur à 1,60 m du sol, L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que ces conditions de stockage soient respectées à tout moment et doit disposer des éléments le justifiant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments contrôlés pour cette prescription n'appellent pas à des observations. Le détail du constat se trouve en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des consignes préventives et de la formation du personnel, des consignes écrites sont rédigées par l'exploitant. Elles définissent notamment les rôles et responsabilités des différents acteurs en cas d'accident, les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan d'opération interne dont la version date du 4 novembre 2020 et accessible dans les bureaux. Celui-ci comprend notamment les schémas d'alertes et la définition des rôles et responsabilités des acteurs selon les scénarios d'incidents.</p>

A ces éléments s'ajoutent des fiches d'organisation et d'affectation du personnel en cas d'incident selon les heures ouvrées ou non. Les modalités de mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs sont bien présentes. Selon son registre de sécurité, le dernier exercice d'évacuation date du 9 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite